



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

représentativité

Question au Gouvernement n° 123

Texte de la question

INTÉRÊT GÉNÉRAL ET ÉGOÏSMES CATÉGORIELS

M. le président. La parole est à M. Christian Blanc, pour le groupe Nouveau Centre.

M. Christian Blanc. Monsieur le président, mes chers collègues, mes questions s'adressent à M. le Premier ministre.

Est-il vrai que, depuis vingt ans, nous avons créé, discrètement, un million de postes de fonctionnaires et que leur nombre atteint aujourd'hui 5 millions contre 2,5 millions à l'époque du Général de Gaulle ?

Est-il vrai que, depuis vingt ans, notre croissance moyenne est de 1,9 % et que le différentiel avec des budgets établis sur une prévision de 2,5 % explique notre gigantesque dette et la faillite des finances publiques ?

Est-il vrai que cette dette a permis pour l'essentiel de financer les politiques sociales de l'État ?

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Oui !

M. Christian Blanc. Si la réponse est oui, disons-le clairement aux Français. Certes, ils en ont plus ou moins conscience : c'est pour cela qu'ils ont élu Nicolas Sarkozy. Mais je crains, monsieur le Premier ministre, que la confrontation sociale ne soit difficilement évitable dans les semaines qui viennent. Et face aux égoïsmes catégoriels (*Protestations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et sur quelques bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*), c'est avec l'appui du peuple français que le combat pour l'intérêt général devra être conduit. Là sera la vraie rupture. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Nouveau Centre et du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Je remarque que, depuis vingt ans, aucune réforme n'a résisté à la pression conjointe des syndicats catégoriels de la SNCF et de l'éducation nationale. Alors, que va-t-il se passer à partir du 13 novembre ? Au-delà de la SNCF et de la fonction publique, c'est tout le cortège des intérêts catégoriels qui risque de pointer son nez jusqu'à la fin de l'année. (*Protestations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

C'est Jules Moch qui, en 1947, craignant la toute puissance de la CGT, a généré l'émiettement syndical en favorisant l'émergence de syndicats catégoriels dans les secteurs où leur action pouvait paralyser l'activité du pays, dans les transports, par exemple, avec la fondation des syndicats autonomes de conducteurs.

M. Pierre Gosnat. CRS !

M. Christian Blanc. De son côté, le puissant syndicat patronal de la métallurgie a encouragé l'existence des groupements trotskistes (*Rires sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine*), dont l'action politique a été efficacement relayée dans quelques organisations syndicales, situation unique en Europe.

Je laisse chacun juge de la pertinence de ces stratégies d'apprentis sorciers qui ont donné à des groupements catégoriels une force à la mesure de leur capacité de nuisance et à quelques milliers de militants extrémistes, la possibilité de mettre en échec les réformes des gouvernements de droite ou de gauche. (*Exclamations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. le président. Posez votre question, s'il vous plaît !

M. Christian Blanc. Il y a urgence à poser la question d'une représentativité syndicale démocratique, fondée sur le vote de l'ensemble des salariés.

J'en viens à mes deux questions, monsieur le Premier ministre.

Premièrement, dans le rapport de force qui s'annonce, quelles que soient l'importance et la durée de la crise, c'est votre détermination qui permettra aux Français de s'engager à vos côtés : quelle est-elle ?

M. le président. Veuillez conclure, monsieur Blanc.

M. Christian Blanc. Deuxièmement, face à l'égoïsme catégoriel, pour renforcer les solidarités, ne pensez-vous pas que le temps est venu d'indiquer clairement le chemin pour conduire notre pays vers la croissance ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe Nouveau Centre et du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité*. Monsieur le député, est-il vrai que notre pays a besoin de davantage de dialogue social ? La réponse est oui. Est-il vrai que notre pays a besoin d'une démocratie sociale renforcée ? La réponse est oui. Est-il vrai que notre pays a besoin de voir mises en oeuvre les réformes tant attendues ? La réponse, là encore, est oui.

Le contrat passé entre le Président de la République, ce gouvernement et cette majorité est clair : personne ne pourra nous reprocher de mettre en oeuvre la politique pour laquelle nous avons été élus. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Les Français savent bien que les choses ne peuvent pas rester en l'état : ils veulent des réformes.

Vous avez prouvé, dans l'exercice de responsabilités précédentes, monsieur Blanc, que l'on peut être homme de réforme et homme de dialogue. S'agissant des mouvements que vous avez évoqués, nous devons à la fois écouter et entendre les inquiétudes exprimées et respecter le droit de grève, mais aussi écouter et entendre la voix des Français qui, en mai et en juin dernier, ont demandé que les réformes se fassent. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Ceux-ci souhaitent que l'on dialogue et que l'on tende la main, mais ils souhaitent surtout que l'on aille au bout des réformes. Or toutes les réformes sont engagées. La loi en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat est entrée en vigueur au mois d'octobre et désormais, 5 millions de Français vont pouvoir bénéficier d'heures supplémentaires mieux payées et non soumises à l'impôt. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)* La modernisation du marché du travail est en marche : les partenaires sociaux travaillent à ce dossier. La modernisation de l'économie mobilise Christine Lagarde et Luc Chatel, tandis que la modernisation de l'État occupe Éric Woerth. Le Gouvernement et sa majorité sont totalement engagés.

Ne doutez de la détermination du Gouvernement, car elle puise sa légitimité dans la volonté des Français. Nous serons à la hauteur des responsabilités qui nous ont été confiées, nous serons à la hauteur de nos engagements, nous serons à la hauteur de la confiance des Français. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.)*

M. le président. Je demande aux orateurs de respecter leur temps de parole, afin que chacun ait le temps de poser sa question.

Données clés

Auteur : [M. Christian Blanc](#)

Circonscription : Yvelines (3^e circonscription) - Nouveau Centre

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 123

Rubrique : Syndicats

Ministère interrogé : Travail, relations sociales et solidarité

Ministère attributaire : Travail, relations sociales et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 7 novembre 2007